

رئاسة الجمهورية

Présidence de la République

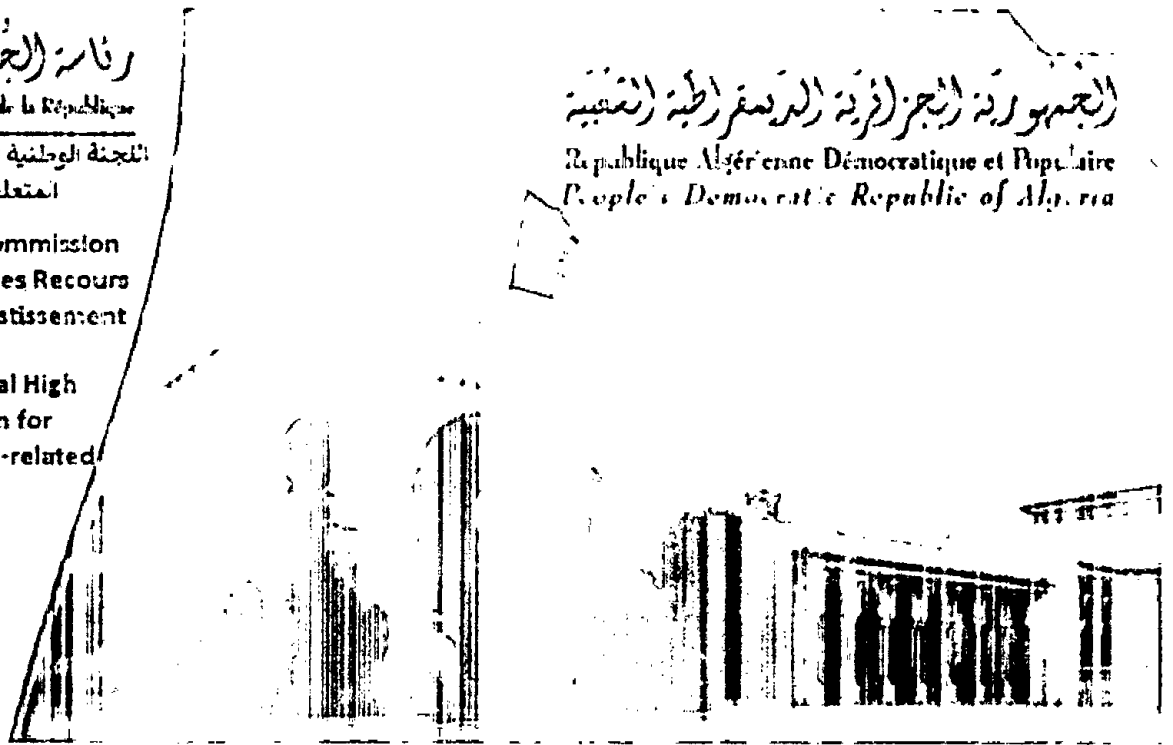
الجنة الوطنية العليا للطعون
المتعلقة بالاستثمار

La Haute Commission
Nationale des Recours
Liés à l'Investissement

The National High
Commission for
Investment-related
Appeals

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

Republique Algérienne Démocratique et Populaire
People's Democratic Republic of Algeria



Guide pratique de l'investisseur en Algérie :

Tout savoir sur les droits et obligations de l'investisseur

Pourquoi ce guide ?

Ce guide, intitulé « Guide pratique de l'investisseur », est élaboré par la Haute Commission Nationale de Recours Liés à l'Investissement (HCNRLI), dans le cadre d'une législation originale et particulière régie par la loi n°22-18 du 24 juillet 2022 relative à l'investissement et ses textes d'application.

Il est conçu pour mieux informer et sensibiliser les investisseurs, souhaitant investir dans le cadre de la stratégie d'investissement initiée par les pouvoirs publics.

Il renferme des informations sur les organes mis en place chargés de l'investissement ainsi que les démarches à suivre, depuis la « phase de l'enregistrement du projet d'investissement », à travers la plateforme numérique de l'investisseur ou en se présentant devant le guichet unique territorialement compétent, jusqu'à la « phase de l'entrée réelle en exploitation ».

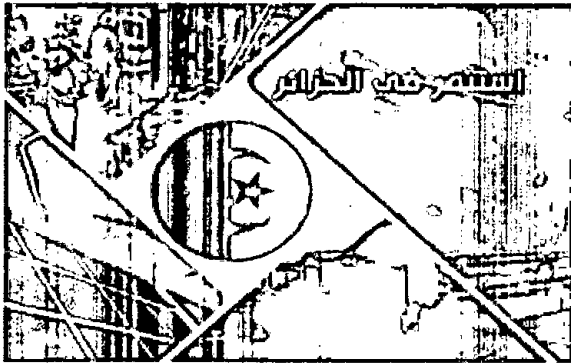
Ces informations sont élaborées suivant une méthodologie qui énonce clairement les fonctionnalités et les procédures relatives à l'investissement permettant à l'investisseur de mener à bien l'acte d'investissement et d'éviter au mieux les conflits. Il rend avisé l'investisseur à observer ses droits et ses obligations dans le cadre d'un projet d'investissement qu'il entend mettre en œuvre.

En tant qu'investisseur, vous devez prendre connaissance des dispositions réglementaires en vigueur liées à l'investissement de manière éclairée, en ayant une connaissance des procédures et des conditions d'octroi des avantages liés à l'investissement, que ce soit à l'occasion d'une création d'une nouvelle activité, d'une extension de vos capacités de production, de la réhabilitation d'un investissement existant, ou de délocalisation de l'activité depuis l'étranger.

En tant qu'investisseur, prenez donc le temps de vous informer sur le processus relatif à l'acte d'investir.

Qui peut investir en Algérie ?

Toute personne morale ou physique, nationale ou étrangère, résidente ou non résidente : **Article 1^{er} de la loi n° 22-18** du 24 juillet 2022 relative à l'investissement.



L'investisseur est informé des opérations et des procédures à suivre pour entreprendre son projet d'investissement à travers une plateforme numérique qui lui est consacrée en lui offrant les informations nécessaires sur les opportunités d'investissement en Algérie, sur l'offre foncière, sur les incitations et avantages liés à l'investissement ainsi que les procédures y afférentes : **article 23 de la loi n° 22-18** du 24 juillet 2022 relative à l'investissement.

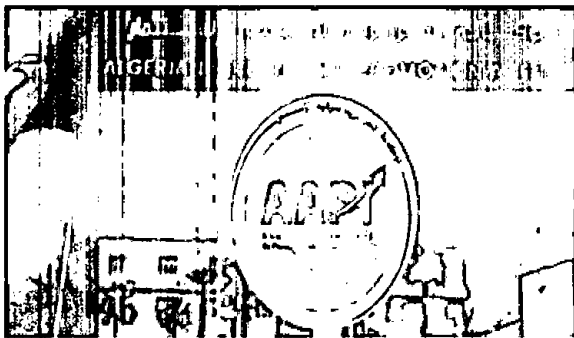
Liste des textes législatifs et règlementaires relatifs à l'investissement.

- Loi n° 22-18 du 24 juillet 2022 relative à l'investissement
- Décret présidentiel n° 22-296 du 4 septembre 2022 fixant la composition et le fonctionnement de la Haute commission nationale des recours liés à l'investissement.
- Décret exécutif n° 22-297 du 8 septembre 2022 fixant la composition et le fonctionnement du Conseil national de l'investissement.
- Décret exécutif n° 22-298 du 8 septembre 2022 fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (modifié et complété par le décret exécutif n° 24-111 du 13 mars 2024).
- Décret exécutif n° 22-299 du 8 septembre 2022 fixant les modalités d'enregistrement des investissements, de cession ou de transfert des investissements ainsi que le montant et les modalités de perception de la redevance relative au traitement des dossiers d'investissement.
- Décret exécutif n° 22-300 du 8 septembre 2022 fixant les listes des activités, des biens et services non éligibles aux avantages ainsi que les seuils minima de financement pour le bénéfice de la garantie de transfert.
- Décret exécutif n° 22-301 du 8 septembre 2022 fixant la liste des localités relevant des zones auxquelles l'Etat accorde un intérêt particulier en matière d'investissement.
- Décret exécutif n° 22-302 du 8 septembre 2022 fixant les critères de qualification des investissements structurants, les modalités de bénéfice des avantages d'exploitation et les grilles d'évaluation.
- Décret exécutif n° 22-303 du 8 septembre 2022 relatif au suivi des investissements et aux mesures à prendre en cas de non-respect des obligations et engagements souscrits.
- Loi n° 23-17 du 15 novembre 2023 fixant les conditions et les modalités d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat destiné à la réalisation de projets d'investissement.
- Décret exécutif n° 23-486 du 28 décembre 2023 fixant la consistance du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat destiné à la réalisation de projets d'investissement susceptible de concession.
- Décret exécutif n° 23-487 du 28 décembre 2023 fixant les conditions et les modalités de concession convertible en cession du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat destiné à la réalisation de projets d'investissement.
- Décret exécutif n° 23-488 du 28 décembre 2023 portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence nationale du foncier industriel.
- Décret exécutif n° 23-489 du 28 décembre 2023 portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence nationale du foncier touristique.
- Décret exécutif n° 23-490 du 28 décembre 2023 portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence nationale du foncier urbain.

Pour plus d'informations, contacter :

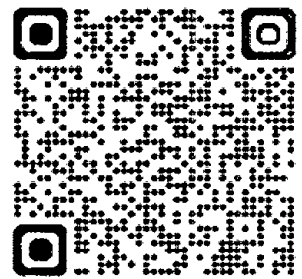
- **La Direction Générale de l'Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement - AAPI**
 - Adresse : Zone d'Activités N 182, Dar El Beida – Alger
 - Tél : 023 83 30 30/ 023 83 31 31 –
 - Mail : contact@aapi.dz
 - Site Web AAPI : <https://aapi.dz>
 - Plateforme numérique de l'investisseur : <https://invest.gov.dz>
 - Facebook: www.facebook.com/aapi.dz
 - LinkedIn: www.linkedin.com/company/aapi-dz
 - Le Guichet Unique des Grands Projets et des Investissements Etrangers à compétence nationale
 - Les Guichets Uniques Décentralisés à compétence locale (Wilaya)

Présentation de l'AAPI

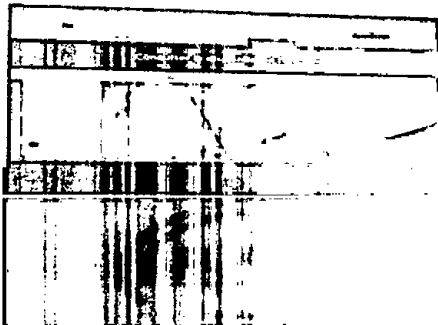


L'Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement « AAPI », est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elle est placée sous la Tutelle du Premier Ministre. Pour plus de détails utiliser le code QR.

<https://aapi.dz>

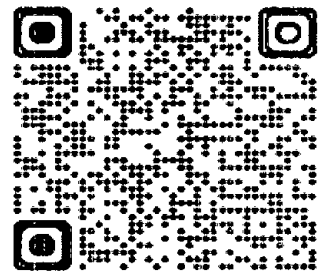


La Plateforme numérique de l'investisseur



La Loi n°22-18 a instauré en son article 23 une Plateforme numérique de l'investisseur. Celle-ci est mise en place par l'AAPI et assure sa gestion. Elle sert comme instrument de Communication, d'orientation, d'accompagnement, de suivi des investissements, de facilitation et de dématérialisation. Pour plus de détails utiliser le code QR.

<https://invest.gov.dz>



Procédure de recours devant la Haute Commission Nationale de recours liés à l'investissement



La procédure d'introduction d'un recours devant la Haute Commission Nationale des Recours Liés à l'Investissement par un investisseur s'estimant lésé est fondée sur les articles N° 1, 2, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 du décret présidentiel n° 22-296 du 4 septembre 2022 fixant la composition et le fonctionnement de la Haute commission nationale des recours liés à l'investissement.

Cette procédure de recours englobe d'une manière générale toute contestation de décision de l'Agence y compris la procédure d'octroi du foncier économique.

Drôit de recours de l'investisseur se sentant lésé

Tout investisseur a un droit de recours auprès de la Haute Commission Nationale des Recours Liés à l'Investissement (HCNRLI), instituée auprès de la Présidence de la République, tel que prévu à l'article 11 de la loi 22-18 du 24 juillet 2022 relative à l'investissement, notamment, en cas de retrait/refus d'octroi des avantages/refus d'établissement de décisions, de documents et d'autorisations par les administrations et organismes concernés, tel que prévu à l'article 6 du décret présidentiel n° 22-296.

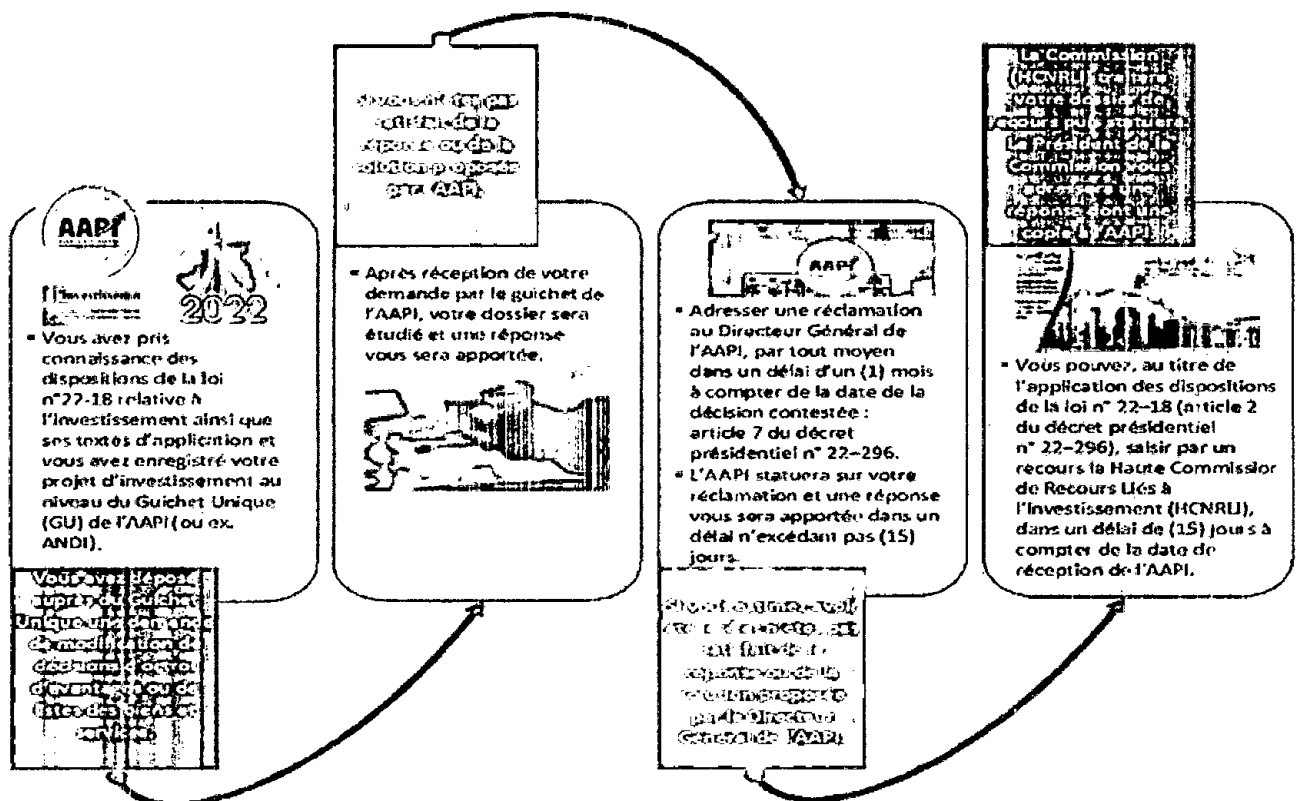
Sous peine d'irrecevabilité de son recours, l'investisseur doit adresser une réclamation préalable devant l'AAPI, par tout moyen, dans un délai d'un (1) mois, à compter de la date de notification de la décision contestée. A la réception de la réclamation préalable, le Directeur Général de l'agence doit statuer sur son cas dans un délai n'excédant pas quinze (15) jours, à compter de la date de réception de la contestation adressée.

Tout investisseur se sentant lésé, peut introduire son recours devant la commission, dans un délai de quinze (15) jours, à compter de la date de réception de la décision de l'AAPI contestée, tel que prévu à l'article 6 du décret présidentiel n° 22-296.

Le recours doit être individuel signé et comportant, notamment le nom et prénom, l'adresse et la qualité du requérant ou de son représentant, dûment mandaté, et un mémoire exposant les faits et moyens, tel que prévu à l'article 8 du décret présidentiel n° 22-296.

Le recours à adresser à la Commission (HCNRLI), directement ou via la plate-forme numérique de l'investisseur, doit être accompagné de tous les documents et les pièces justificatives.

La Commission (HCNRLI) statue dans un délai qui ne peut dépasser un (1) mois, à compter de la date de sa saisine, tel que prévu à l'article 9 du décret présidentiel n° 22-296.



En outre, l'investisseur peut introduire un recours judiciaire devant les juridictions compétentes, conformément à la législation en vigueur.

رئاسة الجمهورية

Présidence de la République

لجنة الوطنية العليا للطعون
المتعلقة بالاستثمار

La Haute Commission
Nationale des Recours
Liés à l'Investissement

The National High
Commission for
Investment-related
Appeals

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

République Algérienne Démocratique et Populaire
People's Democratic Republic of Algeria

الدليل العملي للمستثمر في الجزائر

كل المعلومات حول حقوق وواجبات المستثمر

لما هذا الدليل؟

تم إعداد هذا الدليل المسى "الدليل العملي للمستثمر" من طرف اللجنة الوطنية العليا للطعون المتعلقة بالاستثمار، في إطار تشريع فريد وخاص يحكمه القانون رقم 22-18 المؤرخ في 24 جويلية 2022 المتعلق بالاستثمار، ونصوصه التطبيقية.

تم تصميمه لإعلام ولتوعية أفضل للمستثمرين، الراغبين في الاستثمار في إطار استراتيجية الاستثمار التي بادرت بها السلطات العمومية.

يحتوي على معلومات حول الهيئات المكلفة بالاستثمار والخطوات التي يجب اتباعها، بدءا ب "مرحلة تسجيل مشروع الاستثمار"، عن طريق المنصة الرقمية للمستثمر أو بالتوجه إلى الشباك الوحيد المختص إقليميا، إلى غاية "مرحلة الدخول الفعلي للاستغلال".

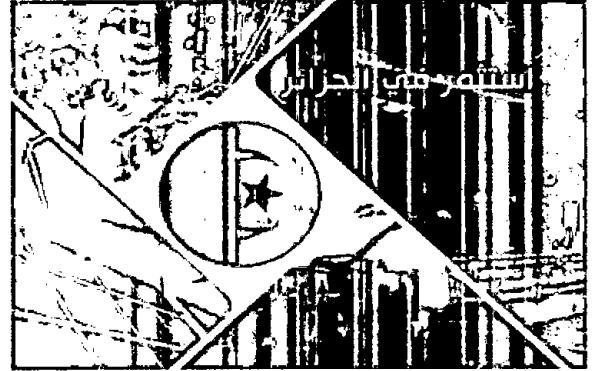
اعتمدت هذه المعلومات على أسلوب يوضح المميزات والإجراءات المتعلقة بالاستثمار، والتي تسمح للمستثمر من ضبط عملية الاستثمار وتجنب النزاعات قدر الإمكان. مما يجعل المستثمر على دراية بحقوقه وواجباته في إطار مشروع استثمار يريد تجسيده.

كمستثمر، يجب أن تكون على دراية بالأحكام التنظيمية المتعلقة بالاستثمار، مع معرفة الإجراءات وشروط منح المزايا المتعلقة بالاستثمار، في حالة إنشاء نشاط جديد، أو توسيع قدراتك الإنتاجية، أو إعادة تأهيل استثمار موجود أو نقل نشاطك من الخارج.

كمستثمر، خذ وقتا كافيا لتستعلم حول عملية الاستثمار.

من يمكنه الاستثمار في الجزائر؟

كل شخص معنوي أو طبيعي، وطني أو أجنبي، مقيم أو غير مقيم (المادة 01 من القانون رقم 22-18 المؤرخ في 24 جويلية 2022 المتعلق بالاستثمار).



لمباشرة مشروعه الاستثماري يحصل المستثمر، من خلال منصة رقمية مخصصة له، على المعلومات الضرورية حول فرص الاستثمار في الجزائر وحول العرض العقاري، والتحفيزات والمزايا المتعلقة بالاستثمار وكذا الإجراءات المتصلة بها (المادة 23 من القانون 18-22 المؤرخ في 24 جويلية 2022 المتعلق بالاستثمار).

قائمة النصوص التشريعية والتنظيمية المتعلقة بالاستثمار:

- القانون رقم 18-22 المؤرخ في 24 جويلية 2022 المتعلق بالاستثمار.
- المرسوم الرئاسي رقم 22-296 المؤرخ في 04 سبتمبر 2022 يحدد تشكيلة اللجنة الوطنية العليا للطعون المتعلقة بالاستثمار وسيرها،
- المرسوم التنفيذي رقم 22-297 المؤرخ في 08 سبتمبر 2022 يحدد تشكيلة المجلس الوطني للاستثمار وسيره،
- المرسوم التنفيذي رقم 22-298 المؤرخ في 08 سبتمبر 2022 يحدد تنظيم الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار وسيرها (المعدل والمتمم بموجب المرسوم التنفيذي رقم 24-111 مؤرخ في 13/03/2024)،
- المرسوم التنفيذي رقم 22-299 المؤرخ في 08 سبتمبر 2022 يحدد كيفية تسجيل الاستثمارات، التنازل عن الاستثمارات أو تحويلها، وكذا مبلغ وكيفية تحصيل الإتاوة المتعلقة بمعالجة ملفات الاستثمار،
- المرسوم التنفيذي رقم 22-300 المؤرخ في 08 سبتمبر 2022 يحدد قوائم النشاطات والسلع والخدمات غير القابلة للاستفادة من المزايا وكذا الحدود الدنيا من التمويل للاستفادة من ضمان التحويل،
- المرسوم التنفيذي رقم 22-301 المؤرخ في 8 سبتمبر 2022 يحدد قائمة المواقع التابعة للمناطق التي توليها الدولة أهمية خاصة في مجال الاستثمار،
- المرسوم التنفيذي رقم 22-302 المؤرخ في 8 سبتمبر 2022 يحدد معايير تأهيل الاستثمارات المهيكلية وكيفية الاستفادة من مزايا الاستغلال وشبكات التقييم،
- المرسوم التنفيذي رقم 22-303 المؤرخ في 8 سبتمبر 2022 يتعلق بمتابعة الاستثمارات والتدابير الواجب اتخاذها في حالة عدم احترام الواجبات والالتزامات المكتتية،
- القانون رقم 23-17 المؤرخ في 15 نوفمبر 2023 يحدد شروط وكيفية منح العقار الاقتصادي التابع للأماكن الخاصة للدولة الموجه لإنجاز مشاريع استثمارية،
- المرسوم التنفيذي رقم 23-486 المؤرخ في 29 ديسمبر 2023 يحدد مكونات العقار الصناعي التابع للأماكن الخاصة للدولة الموجه لإنجاز مشاريع استثمارية والقابل لمنح الامتياز،
- المرسوم التنفيذي رقم 23-487 المؤرخ في 28 ديسمبر 2023 يحدد شروط وكيفية منح الامتياز القابل للتحويل إلى تنازل عن العقار الاقتصادي للأماكن الخاصة للدولة الموجه لإنجاز مشاريع استثمارية،
- المرسوم التنفيذي رقم 23-488 المؤرخ في 28 ديسمبر 2023 يتضمن إنشاء الوكالة الوطنية للعقار الصناعي وتنظيمها وسيرها،
- المرسوم التنفيذي رقم 23-489 المؤرخ في 28 ديسمبر 2023 يتضمن إنشاء الوكالة الوطنية للعقار السياحي وتنظيمها وسيرها،
- المرسوم التنفيذي رقم 23-490 المؤرخ في 28 ديسمبر 2023 يتضمن إنشاء الوكالة الوطنية للعقار الحضري وتنظيمها وسيرها.

معلومات أوفر، يرجى الاتصال بـ:

المديرية العامة للوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار (و.ج.ت.)

العنوان: منطقة النشاطات رقم 182، الدار البيضاء الجزائر

الهاتف: 023 83 30 30 / 023 83 31 31

البريد الإلكتروني: contact@aapi.dz

الموقع الإلكتروني للوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار: <http://aapi.dz>

المنصة الرقمية للمستثمر: <http://invest.gov.dz>

Facebook: www.facebook.com/aapi.dz

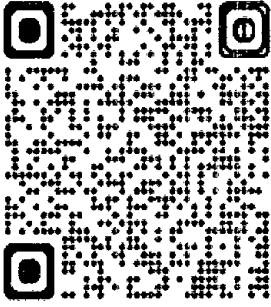
LinkedIn: www.linkedin.com/company/aapi.dz

الشباك الوحيد للمشاريع الكبرى والاستثمارات الأجنبية، ذو الاختصاص الوطني،

الشبابيك الوحيدة للامركزية، ذات الاختصاص المحلي (الولاية).

تقديم الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار AAPI

<https://aapi.dz>

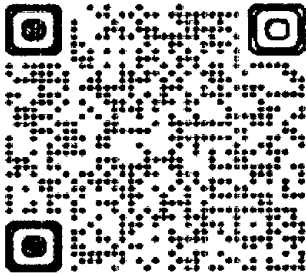


الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار هي مؤسسة عمومية ذات طابع إداري، تتمتع بالشخصية المعنوية والاستقلال المالي، موضوعة تحت وصاية الوزير الأول. لمزيد من التفاصيل يرجى استعمال رمز الاستجابة ال. *Code QR*



المنصة الرقمية للمستثمر

<https://invest.gov.dz>



أحدث القانون رقم 22-18 في مادته رقم 23 منصة رقمية للمستثمر. تم تفعيلها وضمان تسييرها من طرف الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار. إن المنصة أداة للتواصل والتوجيه والمرافقة، ومتابعة وتسهيل الاستثمارات وتجريدها من الطابع المادي. لمزيد من التفاصيل يرجى استعمال رمز الاستجابة السريعة *Code QR*



إجراءات الطعن أمام اللجنة الوطنية العليا للطعون المتعلقة بالاستثمار



إن تقديم طعن أمام اللجنة العليا للطعون المتعلقة بالاستثمار، من طرف مستثمر يعتبر أن حقوقه قد انتهكت، يتم على أساس المواد رقم 01، 02، 06، 07، 08، 09، 10، 11، 12 و13 من المرسوم الرئاسي رقم 22-296 المؤرخ في 4 سبتمبر 2022 الذي يحدد تشكيل وسير اللجنة الوطنية العليا للطعون المتعلقة بالاستثمار. إجراء الطعن هذا يشمل بصفة عامة أي اعتراض على قرار الوكالة، بما فيها الإجراءات الخاص بمنح العقار الاقتصادي.

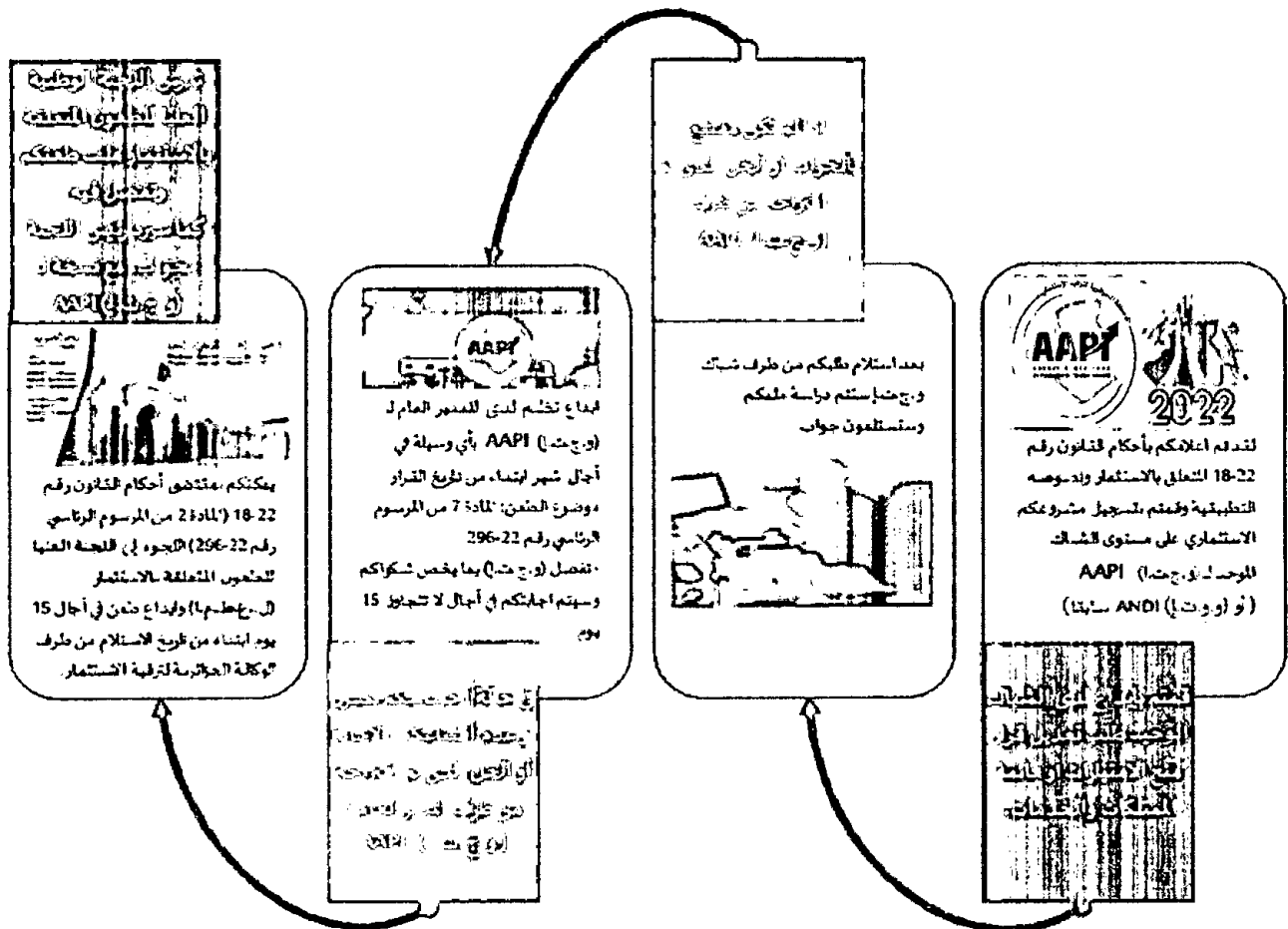
حق إيداع طعن من طرف المستثمر المتضرر

للمستثمر الحق في إيداع طعن لدى اللجنة الوطنية العليا للطعون المتعلقة بالاستثمار المنشأة لدى رئاسة الجمهورية طبقاً لأحكام المادة 11 من القانون رقم 22-18 المؤرخ في 24 يوليو 2022 المتعلق بالاستثمار، لا سيما، في حالة سحب/رفض منح امتيازات/رفض تحرير قرارات أو وثائق أو تراخيص من طرف الإدارات والهيئات المعنية، كما هو منصوص عليه في المادة 6 من المرسوم الرئاسي رقم 22-296. تحت طائلة عدم قبول الطعن، يجب أن يقدم المستثمر تظلماً مسبقاً أمام الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار، بأي وسيلة، في أجل شهر (01) واحد، ابتداء من تاريخ تبليغه بالقرار المتظلم فيه. فور استلام التظلم المسبق، يجب على المدير العام للوكالة الفصل في الحالة، في أجل لا يتعدى خمسة عشر (15) يوماً ابتداء من تاريخ استلامه له طبقاً للمادة 6 من المرسوم الرئاسي رقم 22-296. كما يمكن لكل مستثمر يعتبر نفسه متضرراً إيداع طعنه لدى اللجنة الوطنية العليا للطعون المتعلقة بالاستثمار في أجل خمسة عشر (15) يوم ابتداء من تاريخ استلام قرار الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار المتظلم فيه، طبقاً للمادة 6 من المرسوم الرئاسي رقم 22-296.

لا بد أن يستوفي الطعن الطابع الفردي وأن يتم توقيعه وأن يحمل اسم ولقب وعنوان وصفة صاحب الطعن أو ممثله الشرعي، وكذا مذكرة يوضح من خلالها الأحداث والوسائل، طبقاً للمادة 8 من المرسوم الرئاسي رقم 22-296.

يجب إرفاق الطعن الموجه للجنة الوطنية العليا للطعون المتعلقة بالاستثمار، مباشرة أو عبر المنصة الرقمية للمستثمر، بكافة الوثائق والمستندات الثبوتية.

تفصل اللجنة الوطنية العليا للطعون المتعلقة بالاستثمار في أجل لا يتجاوز شهراً واحداً (01) ابتداء من تاريخ إخطارها طبقاً للمادة 9 من المرسوم الرئاسي رقم 22-296.



علاوة على ذلك، بإمكان المستثمر إيداع طعن قضائي لدى الاختصاص القضائي المعني، طبقاً للتشريع المعمول به.

رئاسة الجمهورية

Présidence de la République

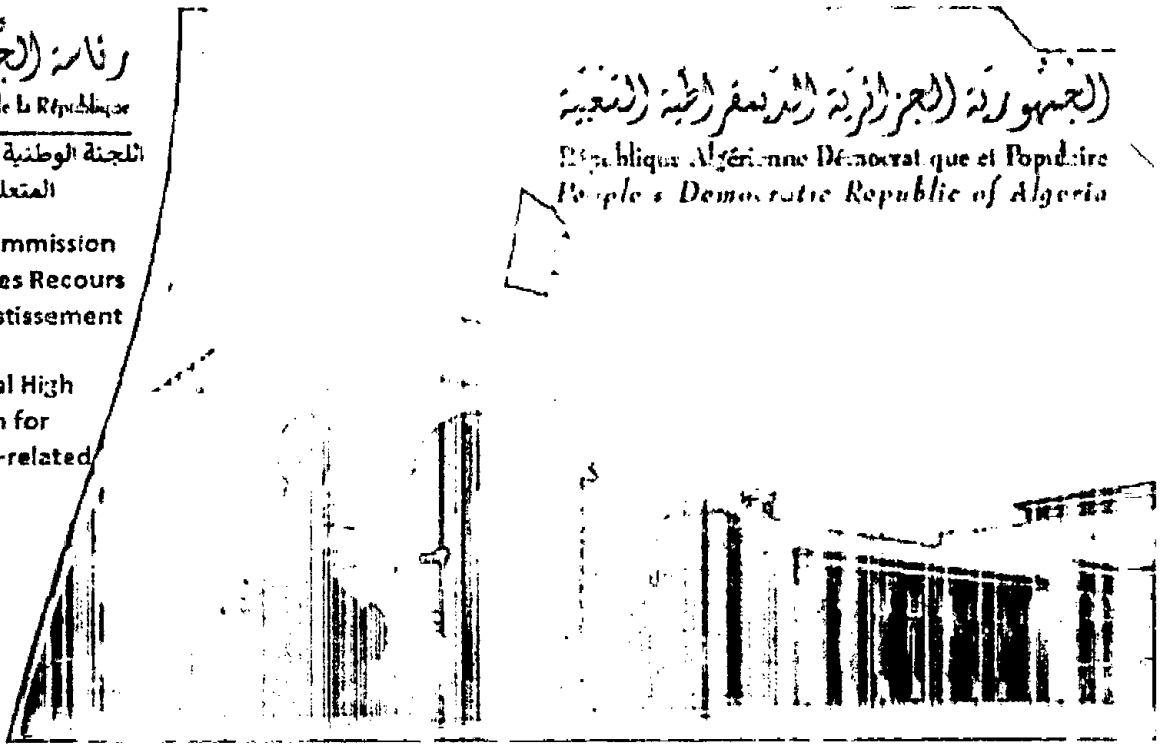
الجنة الوطنية العليا للطعون
المتعلقة بالاستثمار

La Haute Commission
Nationale des Recours
Liés à l'Investissement

The National High
Commission for
Investment-related
Appeals

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

République Algérienne Démocratique et Populaire
People's Democratic Republic of Algeria



Practical Guide for Investors in Algeria:

Everything about the investor's rights and obligations

Why this guide?

This "Practical Guide for Investors" has been prepared by the High National Commission for Appeals related to Investment (HNCAI), as part of an original and special legislation governed by the law No.22-18 dated 24 July 2022 related to investment, and its texts enforcement.

It intends to inform and sensitize investors wishing to invest as part of the strategy of investment initiated by public authorities.

It is a document that contains information on the established bodies in charge of investment, as well as steps to follow from the "investment project registration phase", through the investor's digital platform or by visiting the territorially competent one-stop shop until the "actual entry into operation phase".

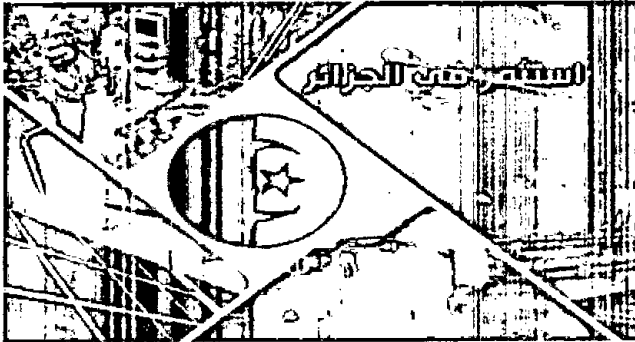
This information is prepared following a method that clearly sets out the features and the steps related to investment, allowing the investor to carry out a successful investment and avoid as best as possible conflicts. It informs the investor to abide by his rights and obligations as part of an investment project that he intends to implement.

As an investor, you must, in an enlightened manner, become acquainted with the regulations in force related to investment, being aware of the steps and conditions of granting advantages related to investment, be it on the creation of a new activity, an extension of your production capabilities, the rehabilitation of an existing investment, or the relocation of your activity from abroad.

As an investor, take the time to learn about the process related to the act of investing.

Who can invest in Algeria ?

Any legal or natural person, national or foreigner, resident or non-resident: **Article 1 of the law No. 22-18** dated 24 July 2022, related to investment.



Through a dedicated digital platform, the investor is informed of the operations and steps to follow in order to undertake his investment project. It provides the necessary information regarding investment opportunities in Algeria, land offer, investment incentives and advantages, as well as the steps relating to investment : **Article 23 of law No. 22-18** dated 24 July 2022, related to investment.

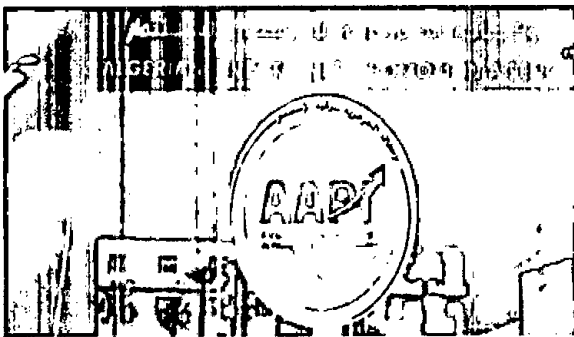
Legislative and regulatory texts list related to investment:

- Law No.22-18 dated 24 July 2022, related to investment.
- Presidential decree No.22-296 dated 4 September 2022, setting the composition and functioning of the High National Commission for Investment Appeals.
- Executive decree No.22-297 dated 8 September 2022, setting the composition and functioning of the National Investment Council.
- Executive decree No.22-298 dated 8 September 2022, setting the organization and functioning of the Algerian Investment Promotion Agency (amended and supplemented by Executive Decree n° 24-111 of 13 March 2024).
- Executive decree No.22-299 dated 8 September 2022, setting the modalities of investments registration, investments cession or transfer, and the amount and modalities of collecting the fees related to investment files processing.
- Executive decree No.22-300 dated 8 September 2022, setting the list of activities, property and services non-eligible to advantages, as well as the financing minimum thresholds that qualify for the transfer guarantee.
- Executive decree No.22-301 dated 8 September 2022, setting the list of localities falling under the areas to which the State gives special interest in terms of investment.
- Executive decree No.22-302 dated 8 September 2022, setting the qualification criteria for structuring investments, and the modalities to benefit from exploitation advantages and evaluation grids.
- Executive decree No.22-303 dated 8 September 2022, related to investments follow-up and the measures to take in case of non-compliance with the subscribed obligations and commitments.
- Law No.23-17 dated 15 November 2023, setting the conditions and modalities of granting economic land that falls under the State's private domain intended for investment projects.
- Executive decree No.23-486 dated 28 December 2023, specifying the extent of economic land belonging to the state's private domain intended for investment projects eligible for concession.
- Executive decree No.23-487 dated 28 December 2023, setting the conditions and modalities concession convertible into cession of the economic land falling under the State's private domain intended for investment projects.
- Executive decree No.23-488 dated 28 December 2023, establishing, organizing and setting the operating procedures of the National Industrial Land Agency.
- Executive decree No.23-489 dated 28 December 2023, establishing, organizing and setting the operating procedures of the National Touristic Land Agency.
- Executive decree No.23-490 dated 28 December 2023, establishing, organizing and setting the operating procedures of the National Urban Land Agency.

For further information, please contact:

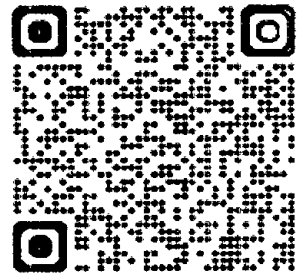
- **General Directorate of the Algerian Investment Promotion Agency (AAPI)**
 - Address: Activity zone n°182, Dar El Beida – Algiers.
 - Phone: 023 83 30 30/023 83 31 31-
 - Mail: contact@aapi.dz
 - Website AAPI: <https://aapi.dz>
 - **Investor's digital platform:** <http://invest.gov.dz>
 - Facebook: www.facebook.com/aapi.dz
 - LinkedIn: www.Linkedin.com/company/aapi-dz
 - The one-stop shop of major projects and foreign investments, with national jurisdiction.
 - Decentralized one-stop shop, with local jurisdiction (Wilaya)

Presentation of the AAPI

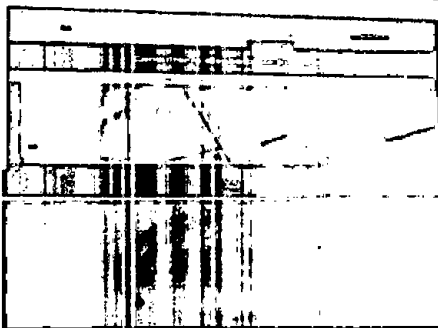


The Algerian Investment Promotion Agency (AAPI) is a public administrative establishment, endowed with legal personality and financial autonomy. It is under the authority of the Prime Minister. For further details, please utilize the QR code.

<https://aapi.dz>

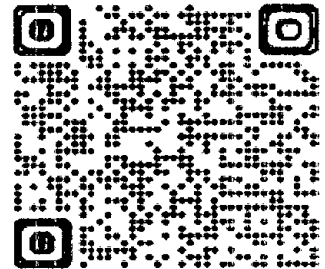


The Investor's digital platform



The law No. 22-18 introduced, in its article 23, the investor's digital platform, implemented by the AAPI that also ensures its management. It is an instrument of communication, orientation, accompaniment and follow-up, as well as facilitation and dematerialization. For further details, please utilize the QR code.

<https://invest.gov.dz>



Appeal procedure before The High National Commission for Appeals related to Investment



The procedure for introducing an appeal before the High National Commission for Appeals related to Investment, by an investor who feels aggrieved, is based on the articles n° 1, 2, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 and 13 of the Presidential decree n° 22-296 dated 4 September 2022, setting the composition and functioning of the High National Commission for Appeals related to Investment.

This appeal procedure generally encompasses any contestation of the Agency's decisions, including economic land grating procedure.

Right to appeal by the aggrieved investor

All investors have the right to appeal before the High National Commission for Appeals related to Investment (HNCAI), an institution reporting to the Presidency of the Republic, as stipulated in Article 11 of law NO. 22-18 dated 24 July 2022, related to investment, particularly, in case of withdrawal/refusal to grant advantages/ refusal to issue decisions, documents and authorizations by the concerned administrations and organisms, as specified in **Article 6 of the Presidential Decree No. 22-296**.

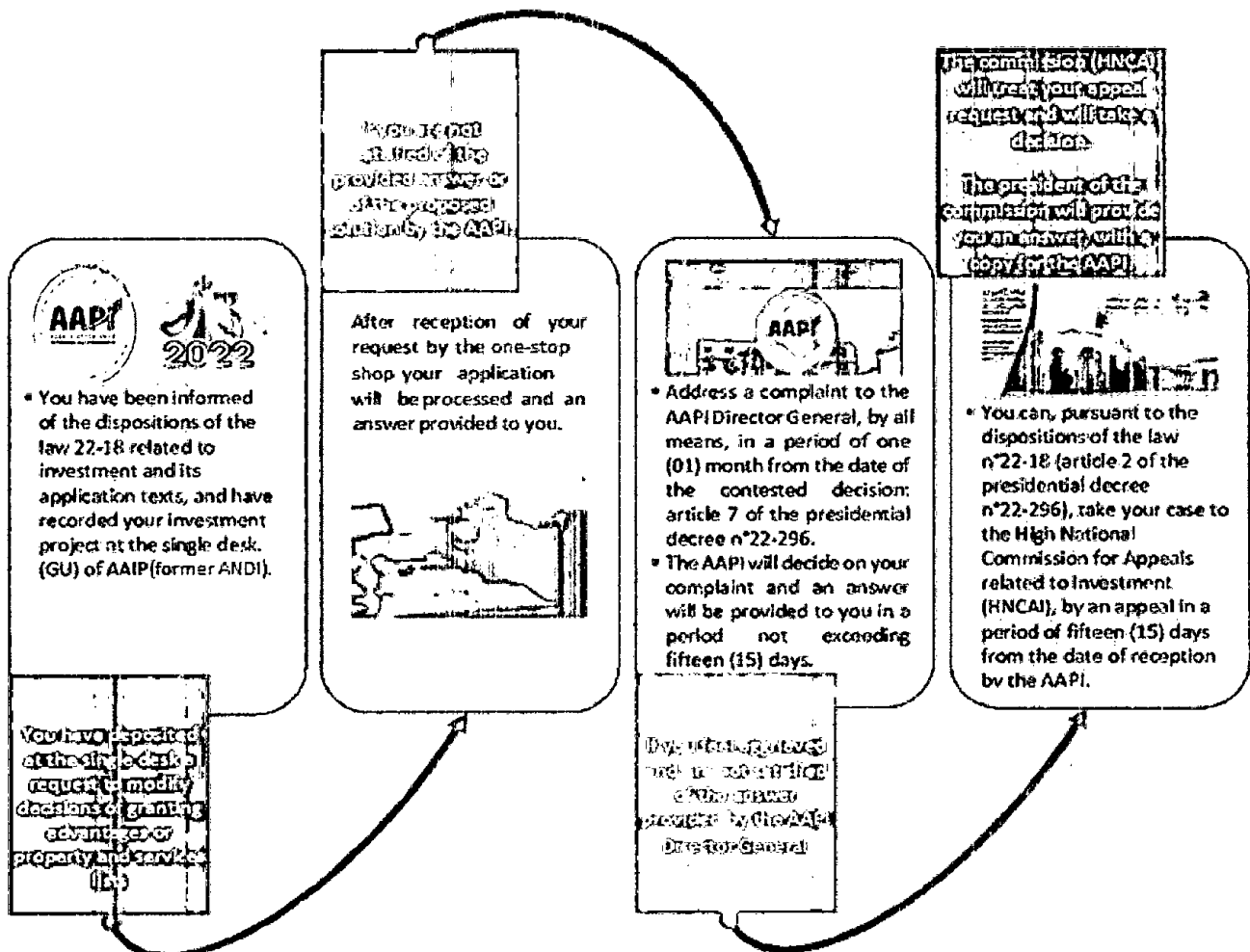
Under penalty of inadmissibility of its appeal, **the investor must address a prior complaint before the AAPI**, by all means, within one (01) month from the **contested decision notification date**. Upon reception of the prior complaint, the **Agency General Director must decide** on the case within a period not exceeding fifteen (15) days, from the date of reception of the contested decision.

Every aggrieved investor can **introduce appeal before the Commission**, within period of (15) days from the date of reception by the AAPI of the contested decision, as stipulated in **Article 6 of the Presidential Decree No. 22-296**.

The **appeal must be individual, signed**, and include, notably, the name and surname, address, and capacity of the appellant or their **duly authorized representative**, along with a **statement outlining the facts and arguments**, as stipulated in **Article 8 of Presidential Decree No. 22-296**.

The **appeal**, to be addressed to the Commission (HNCAI) either **directly or via the investor's digital platform**, must be accompanied by all necessary **documents and supporting materials**.

The **Commission (HNCAI) must render a decision within a period not exceeding one (1) month** from the date of its referral, as provided in **Article 9 of Presidential Decree No. 22-296**.



Furthermore, the investor can introduce a judicial appeal before the competent courts, in accordance with the legislation in force.